

[Français]

Alors, on devra demander, monsieur le Président, si les mesures qui nous ont été présentées vendredi dernier sont en effet dignes du nom de budget. Je réponds que non, monsieur le Président.

Alors, un budget doit comprendre une stratégie économique globale et non seulement une stratégie fiscale qui est en effet ce que le gouvernement nous a donnée.

Monsieur le Président, un budget doit, dans les années 1980, comprendre des cibles en termes de création d'emplois, en termes du taux de chômage auquel le gouvernement s'attend, et non seulement, comme on l'a vu, des projections. Les projections sont évidemment utiles. Mais ce qu'il nous faut dans un budget de n'importe quel gouvernement, de n'importe quel parti, ce sont des cibles que le gouvernement va essayer d'atteindre.

Monsieur le Président, c'est cela qu'il manque dans ce budget. Il manque la mention des emplois, il manque une stratégie économique car, évidemment, dans une stratégie économique, il doit y avoir l'appui du peuple. Et c'est évidemment quelque chose qui va manquer dans ce budget aussi.

Monsieur le Président, prenez l'exemple du gouvernement de la Grande-Bretagne.

[Traduction]

Le gouvernement Thatcher qui, au cours des années, a joui de l'appui du monde des affaires et des finances, a provoqué une poussée du taux de chômage dans ce pays déjà durement touché. En même temps, il n'a pas atteint ses prévisions financières.

Il y a lieu de se demander pourquoi le budget du gouvernement ne suscite pas l'appui du public. De toute évidence, le gouvernement alourdit le fardeau du particulier. L'impôt sur le revenu des particuliers va augmenter quatre fois plus vite que celui des sociétés cette année. En 1990, il aura augmenté 10 fois plus que l'impôt sur les sociétés—2.9 milliards de dollars contre 295 millions. C'est scandaleux! Le gouvernement poursuit la politique des libéraux qui consiste à faire passer le fardeau fiscal des sociétés aux particuliers. En réalité, si l'on tient compte des modifications fiscales de l'an dernier, la part des particuliers va augmenter de 7 milliards de plus, sous forme d'impôt sur le revenu et de taxes de vente, tandis que celle des sociétés va diminuer de 75 millions.

Une autre raison pour laquelle le budget n'aura pas l'appui de la population, c'est que, comme je l'ai déjà dit, il ne fixe pas d'objectif pour le taux de chômage. Le gouvernement est fier de ce qu'il pense avoir obtenu, une réduction de 0.8 p. 100 du taux de chômage entre 1984 et 1985. Franchement, le budget montre que le gouvernement profite de la reprise économique et de la création d'emplois dans le secteur privé, ce qui n'a que peu ou pas de rapport avec les mesures prises. Le gouvernement s'en remet au secteur privé pour créer des emplois et réduit cyniquement les programmes de création d'emplois et les autres mesures qui auraient permis, cette année, une baisse de 2.5 p. 100 du chômage, objectif que le parti néo-démocrate préconise.

Le ministre des Finances (M. Wilson) a parlé d'un consensus qui serait en train de se dégager. C'est vrai, et c'est que le régime fiscal est injuste, comme le disaient neuf Canadiens sur dix lors d'un récent sondage Gallup.

Le budget—M. Parry

[Français]

Alors ce qu'on a, monsieur le Président, c'est vraiment un budget sans cœur. Je me dois de constater que les Canadiens et les Canadiennes voulaient que l'accent soit mis sur les emplois. Alors, laisser tout le fardeau au secteur privé, ce n'est pas du leadership, c'est du laisser-faire. Il est évident qu'une baisse de 0.6 p. 100 pour cette année et l'année suivante c'est insuffisant. En effet, le budget coupe environ 200 millions de dollars du programme Stratégie canadienne d'emplois, ce même programme que le gouvernement vantait, prônait comme solution au problème du chômage au Canada. C'est honteux, monsieur le Président! C'est malheureux!

[Traduction]

Qu'aurait dû faire cette grande attaque contre le déficit? Le budget ramène le déficit à 29.5 milliards. Pourquoi? En grande partie parce que ceux que le gouvernement écoute avaient demandé une réduction.

Je voudrais dire un mot du déficit. Bien que je reconnaisse que c'est un problème—qui devra être résolu un jour—je prétends qu'on ne devrait pas le résoudre aux dépens des Canadiens. Nous savons que l'assurance-chômage coûte cher à l'État, mais nous savons aussi que c'est parce que les stratégies utilisées ne sont pas adaptées aux objectifs. Soit dit en passant, la stratégie anti-inflation du gouvernement a donné les taux d'intérêt réels les plus élevés de l'histoire. Cette politique est irréaliste et c'est pour cela que le déficit grimpe.

Qu'aurait-il dû se produire si le gouvernement avait choisi la bonne façon de réduire le déficit et si le déficit était vraiment la préoccupation première? Bien sûr, les marchés financiers auraient dû manifester leur confiance dans la direction du gouvernement canadien, ce qui aurait fait grimper la valeur du dollar et baisser les taux d'intérêt. Voilà des signes de confiance. Au lieu de cela, il est arrivé que le dollar a faibli et que les taux d'intérêt demeurent élevés. Et cela, non seulement parce que les milieux financiers internationaux et canadiens se rendent compte que le gouvernement s'est emballé, mais aussi parce que le gouvernement appuie son budget sur des hypothèses fausses. C'est là une accusation fort grave que je ne porterais pas si je ne la croyais pas vraie. C'est une accusation contre laquelle le gouvernement doit se défendre au lieu d'envoyer ses députés en rangs serrés régurgiter à la Chambre des discours tout faits, ce qui ne fait honneur ni à ces députés ni à la Chambre des communes.

M. Turner (Ottawa-Carleton): Dites la vérité!

M. Parry: Je dis la vérité et le député ferait mieux de demander à intervenir afin de pouvoir répondre à certaines de ces accusations. Affirmer que le prix du pétrole est de \$22.50 le baril, alors qu'il se situe entre \$15 et \$16, c'est induire les Canadiens en erreur. Cela veut dire que d'après les mesures budgétaires, lorsque le prix du pétrole sera à moins de \$22.50, le gouvernement perdra 200 millions de dollars pour chaque dollar de moins. Cela signifie qu'il y aura l'an prochain un manque budgétaire de 1 à 1.5 milliard que le gouvernement tentera de dissimuler. De même, on affirme que le taux d'intérêt demeurera à 9.5 p. 100, ce qui manque de réalisme alors que le taux s'élève à 12.5 p. 100. Le budget a un certain caractère frauduleux. Les Canadiens sont induits en erreur, non seulement à cause de mesures qui leur sont préjudiciables, mais aussi parce que les prévisions et les extrapolations que